

GRAND

Mensuel d'information du
Conseil général de l'Aveyron

Mars 2007 - n° **112**

Actualités



le haut débit pour
tous les Aveyronnais
d'ici un an

Aide et soutien à **L'AGRICULTURE** aveyronnaise

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AVEYRON
avec vous, chaque jour



CONSEIL GÉNÉRAL
de L'AVEYRON

www.cg12.fr

Février
2007

sur l'agenda
de Jean Puech



Bruxelles,
session plénière
du Comité
des Régions d'Europe.

SOMMAIRE

2 ACTUALITÉS
L'Aveyron en bref

4 ACTUALITÉS
Haut-débit

6 DOSSIER
Agriculture

12 PERSPECTIVES
L'Aveyron gagnant

14 RENCONTRE
CAUE

15 DÉCOUVERTE
CDDP de l'Aveyron

16 L'AVEYRON
en cantons

18 EXPRESSION
libre

19 CARNET
Au fil de l'Aveyron

Éditorial

Aménagement du territoire

Le Conseil général a délibéré. Et le contrat avec l'opérateur, Altitude Infrastructure, vient d'être signé.

D'ici un an, tous les Aveyronnais pourront avoir accès à l'Internet haut débit sur l'ensemble de nos territoire grâce au réseau départemental.

Cet indispensable équipement a un coût pour le Conseil général : près de 14 M €.

L'effort de solidarité est à la mesure de l'importance des nouvelles technologies dans la qualité de vie de chacun d'entre vous et pour le développement économique.

La solidarité, la province française et les Aveyronnais en particulier savent la cultiver.

Mais il faut que le Pays se souvienne que ce principe est un des fondements de notre

République et non pas une aumône aux plus fragiles.

La France est plurielle. C'est sa chance. Elle peut s'inscrire avec succès dans la compétition universelle en s'appuyant sur toutes ses richesses naturelles et humaines. Pour cela, il faut une volonté politique forte d'aménagement du territoire, aller plus loin dans le rééquilibrage par la péréquation.

Car il n'est pas possible de traiter de manière uniforme des départements aussi divers que ceux qui font la France.

Cette exigence, comme j'ai eu récemment l'occasion de le dire, ne doit souffrir aucune exception.

La question de l'aménagement du territoire reste à l'ordre du jour.

Jean Puech

< TELEX >

< L'Aveyron accessible par le rail >

Jean Puech, Président du Conseil général, a souhaité que soit étudié la desserte entre les principales villes de l'Aveyron et les têtes de réseau TGV, de Montpellier, la future liaison Toulouse-Bordeaux et la desserte vers Brive ou Limoges. À cet effet, il avait saisi le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, Nicolas Sarkozy, pour que soit créé "un groupe de travail composé des représentants du Ministère de l'Aménagement du Territoire, de la DIACT (Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires), des Services Extérieurs de l'État (Préfecture de la Région Midi-Pyrénées et Préfecture de l'Aveyron), des représentants de la SNCF et des Collectivités Territoriales (Conseil général, chefs lieux d'arrondissements). Monsieur Nicolas Sarkozy a donné une réponse positive à l'occasion de sa venue à Millau le 19 janvier dernier. Cette décision a été confirmée à l'occasion de la

Commission Départementale d'Organisation et de Modernisation des Services Publics. Par ailleurs, Jean Puech a accepté récemment la vice-présidence de l'Association de promotion de TGV Poitiers-Limoges-Brive, présidée par Jean-Pierre Limousin, Président de la CCI de Limoges. Celle-ci s'est réunie récemment à Boisseuil en présence de Christian Tieulié, vice-Président du Conseil général de l'Aveyron, pour réaffirmer le caractère prioritaire de la réalisation de la ligne TGV Poitiers-Limoges-Brive.

< La galette des boulangers >

Parce qu'il entend "conforter les bonnes relations avec le Conseil général", Francis Viargues est venu partager, avec Jean Puech et plusieurs conseillers généraux, la traditionnelle galette confectionnée par les apprentis de la Chambre de métiers. L'occasion, pour le président du syndicat des boulangers de l'Aveyron, de se féliciter de "la bonne vitalité du marché de la transmission d'entreprises dans ce secteur

d'activités, notamment grâce au regain d'intérêt manifesté par les jeunes".

< Lutte contre la désertification médicale >

Le maintien des services de santé tient une place particulière dans le renforcement de l'attractivité du territoire. Le Conseil général a donc décidé de soutenir les projets de maisons médicalisées avec des aides pouvant atteindre 20%, dans un plafond de 120 000 euros.

< Ferme de l'aire du Viaduc de Millau >

L'État a attribué au Conseil général une autorisation d'occupation temporaire de 15 ans pour les locaux de l'ancienne ferme située sur l'aire du Viaduc de Millau. En concertation avec les différents partenaires, le Département va réfléchir aux activités pérennes qu'il souhaite installer dans ce bâtiment qui est, avec 800 000 visiteurs en 2006, une vitrine de l'Aveyron et de ses savoir-faire.



Avec les sapeurs pompiers de l'Aveyron Vœux et distinctions au SDIS

Rénové et modernisé Le centre de secours de Marcillac-Vallon a été inauguré

Des vestiaires flambant neufs, des portes électriques, un chauffage dans les garages, un plus grand espace pour les manipulations, une salle de repos rénovée..., le centre de secours de Marcillac-Vallon offre aujourd'hui un réel confort aux vingt-trois sapeurs pompiers qui l'utilisent. Il répond surtout désormais à toutes les normes en matière de sécurité. Ces travaux représentent un investissement de plus de 200 000 euros financé grâce au Conseil général (plus de

100 000 euros), à la communauté de communes (95 000 euros) et à la dotation globale d'équipement (7 000 euros). Chantal Jourdan, préfète de l'Aveyron, Jean Puech, président du Conseil général, Yves Boyer, président du Service départemental d'incendie et de secours, Anne Gaben-Toutant, conseillère général de Marcillac-Vallon et Jacques Raynal, maire de la commune, tous présents le 26 janvier lors de l'inauguration, se sont félicités de "cette modernisation au service de la sécurité".

Agence départementale d'information sur le logement L'Adil a fêté son 10^e anniversaire



"Dix ans de conseils techniques, objectifs, neutres et gratuits délivrés par une équipe de juristes compétents." C'est en ces termes qu'Yves Boyer, son président, a accueilli ses invités à l'occasion du 10^e anniversaire de l'Adil.

Pour Jean Puech, président du Conseil général, ce bilan "est d'autant plus remarquable que le Département s'est, en matière de logement, approprié un domaine de compétence qui, au départ, n'est pas le sien". Après qu'Yves Boyer ait présenté les projets pour l'année 2007 – fusion entre l'Adil et la Maison de l'Habitat et installation d'un observatoire départemental du logement –, l'Adil a récompensé son 60 000^e visiteur en la personne de Sylvie Carel dont la famille a un projet d'acquisition sur le Ruthénois.



Professionnels ou volontaires, ils sont près de 1 400 à constituer la grande famille des sapeurs pompiers aveyronnais. Une grande partie d'entre eux était présent, le 26 janvier à Bel-Air, dans les locaux du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) pour la traditionnelle cérémonie de vœux. En présence de Chantal Jourdan, préfète de l'Aveyron, et de Jean Puech, président du Conseil général, cette rencontre permit au colonel Gilles Ragot de faire le bilan de l'année 2006. Avec plus de 11 000 interventions, l'heure est à la stabilité. Jean Puech a quant à lui souligné "un service public de grande qualité et de proximité". En fin de cérémonie, onze sapeurs-pompiers ont été honorés : six ont été décorés de la médaille d'honneur et cinq ont pris du grade.

Grâce au réseau départemental

Le haut débit pour tous les Aveyronnais d'ici un an

La révolution de l'Internet concerne l'ensemble des Aveyronnais. Le haut débit pour tous d'ici un an : c'est l'objectif du réseau départemental lancé par le Conseil général et dont la réalisation, dans le cadre d'une délégation de service public, démarre.



Jean Puech et Jean-Paul Rivière, PDG d'Altitude Infrastructure, lors de la signature de la convention de délégation de service public.

Ne pas prendre de retard, éviter de retrouver les situations que le département a pu vivre avec son ouverture routière, permettre à tous les Aveyronnais et sur l'ensemble des territoires de bénéficier des technologies de pointe en matière de communication : ce sont des éléments essentiels pour le développement du département, son attractivité et la qualité de vie.

L'engagement du Conseil général sur le chantier des nouvelles technologies est ancien.

Ces objectifs ont été réaffirmés dans le cadre du projet de développement Aveyron 2011, ainsi que le rappelle Jean Puech.

Et ces objectifs sont en passe d'être atteints dans des délais qui placent l'Aveyron parmi les très bons élèves de la classe.

La signature de la charte "Département innovant" avec France Télécom en février 2004 a été déterminante. Cette charte précisait les buts à atteindre en téléphonie mobile (voir encadré) et en couverture haut débit.

Des technologies alternatives

En ce qui concerne le haut débit, la première étape a permis à France Télécom, en équipant ses 170 centraux, de couvrir 85% de la population via la technologie ADSL. Les engagements ont été tenus et le programme s'est achevé en décembre 2006.

C'est une avancée importante mais il reste des zones blanches et des zones "d'ombre".

En effet, la seule technologie ADSL classique a ses limites. Au-delà d'une certaine distance (environ 4 kilomètres du central équipé), le haut débit ne passe plus. Ainsi, un certain nombre de foyers aveyronnais et d'entreprises ne peut toujours pas en bénéficier.

Le Conseil général a décidé que la solidarité départementale devait s'appliquer dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres.

La création d'un réseau permettant de répondre à la demande des Aveyronnais en est la traduction concrète.

Ce programme utilise les technologies alternatives (le hertzien par exemple avec le WiMAX) afin de toucher les territoires les plus excentrés. Il va être réalisé dans le cadre d'une délégation de service public par l'opérateur Altitude Infrastructure.

Il permettra d'ici un an de compléter l'offre haut débit déjà disponible et d'ouvrir un service adapté aux attentes des particuliers (2 Mb/s) et des zones d'activités (jusqu'à 20 Mb pour les zones stratégiques). Des réponses pourront être apportées au cas par cas aux besoins, notamment pour les entreprises.

Le concours financier du Conseil général porte sur un investissement à hauteur de 13,9 M€.



Téléphonie mobile

En ce qui concerne la téléphonie mobile, 79 communes aveyronnaises avaient été identifiées en 2003 comme non couvertes par au moins un opérateur.

Pour résoudre ce problème, deux phases de programme ont été arrêtées. La première phase, qui concernait 47 communes et la réalisation de 38 sites a été mise en œuvre sous maîtrise d'ouvrage du Conseil général. Elle est totalement réalisée depuis la fin de l'année 2005.

La phase 2 qui concerne 32 communes et la réalisation de 27 sites est sous la responsabilité des opérateurs de téléphonie mobile.

Au 31 décembre dernier sur les 27 sites, il restait 4 sites à créer. Actuellement, la situation est bloquée pour les sites en raison de la non réponse de France Télécom (pourtant alertée) pour apporter les liaisons louées permettant la mise en service de ces sites.

Une délégation de service public pour Altitude Infrastructure

C'est la procédure de délégation de service public (DSP) qui a été retenue par le Conseil général pour l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques permettant l'amélioration de la couverture départementale en services haut débit.

La commission permanente du 29 janvier dernier a donné son accord sur le choix de la société Altitude Infrastructure comme délégataire du service public.

Altitude Infrastructure aura pour mission pendant toute la durée du contrat (15 ans) de réaliser et d'exploiter ce réseau.





Agriculture

5,242 millions d'euros : c'est le montant des aides du Conseil général inscrites au budget 2007 en faveur de l'agriculture.

Comme le souligne le président de la commission de l'agriculture, Antoine Raymon, conseiller général de Saint-Chély-d'Aubrac, "ce domaine ne relève pas des compétences obligatoires de l'assemblée départementale. Toutefois, compte-tenu en Aveyron de son poids dans le développement économique, le Conseil général ne pouvait s'en désintéresser".

Il intervient donc dans le cadre d'une convention avec la chambre d'agriculture et en lien étroit avec les axes fixés par Aveyron 2011, grâce à des aides à l'investissement, à l'aménagement de l'espace agricole, grâce au soutien aux organismes et structures qui concourent au développement agricole, à travers l'appui aux filières et à la prévention sanitaire.

Foncier et environnement

Le Conseil général intervient également en faveur des travaux d'amélioration foncière liés à l'aménagement de l'espace, à la restructuration foncière et aux aménagements pastoraux. Sont ainsi notamment pris en compte l'aménagement des abords de bâtiments pour leur intégration paysagère. Cela est cohérent avec la volonté de renforcer l'attractivité territoriale, l'amélioration du cadre de vie et le soutien aux productions de qualité.

La mise aux normes des bâtiments d'élevage (250 000 euros en 2007) relève de la même démarche de protection de l'environnement.

Au chapitre de l'aménagement foncier, il est intéressant de savoir que, depuis janvier 2006, le Conseil général assume la totalité des opérations après des travaux routiers.

Aider les jeunes agriculteurs

Pour Antoine Raymon, la politique agricole du département doit s'appuyer sur l'installation des jeunes. Parmi les aides à l'investissement (2,653 millions d'euros au budget 2007), celle-ci représente 130 500 euros. Cette politique volontariste engagée en 1996 est destinée à encourager le maintien des actifs en agriculture. L'Aveyron est d'ailleurs l'un des premiers départements français quant au nombre d'installations aidées (166 en 2005).

Toutefois, alors que les départs à la retraite sont difficilement compensés et que 15% des jeunes agriculteurs ne suivent pas le parcours aidé, il s'est agi de trouver d'autres moyens d'intervention : chèques conseils à l'installation pour les jeunes réalisant le stage préparatoire à l'installation, aide

à la constitution de capitaux propres lors d'une installation hors cadre familial, aides à la promotion du

métier d'agriculteur au cours d'actions de sensibilisation des scolaires ou de journées portes ouvertes pour le grand public.



Ce sera le cas par exemple pour la RN 88, l'Etat évitant toutefois au Département toute avance de financement grâce à un fonds de concours.

Le fonds forestier (90 000 euros) bénéficie aux communes rurales et aux particuliers et permet de soutenir toutes les initiatives de boisement, reboisement, amélioration et entretien des peuplements forestiers sur des surfaces inférieures à quatre hectares. Le Conseil général appuie également les organismes et les

structures dont l'action concourt au développement de l'agriculture. Chambre d'agriculture, fédération départementale des organismes de défense sanitaire, syndicats et associations de races, association départementale de promotion sociale agricole, fête de la transhumance, concours de labours, éleveurs de chevaux, conservatoire du châtaignier, SEM Aveyron Labo, pépinière de Salmiech ... recevront en 2007 une aide de 2,589 millions d'euros.

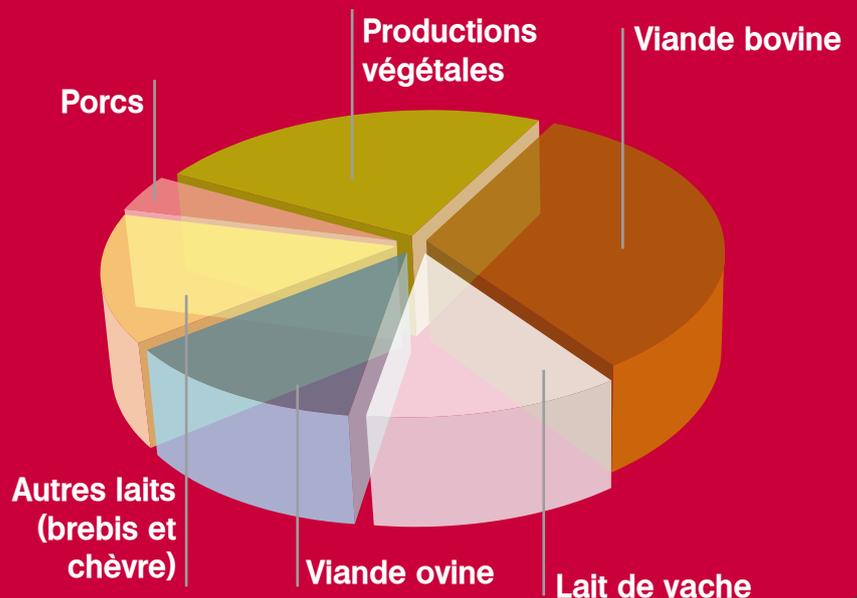


L'Aveyron agricole

18 470 exploitations agricoles d'une surface agricole utile (SAU) moyenne de 28 hectares en 1979, 9668 en 2005 pour une SAU de 53,8 hectares, une population active agricole de 27 140 personnes en 1979 (soit 25% de la population active aveyronnaise) pour 14 954 personnes en 1999 (soit 18,3% des actifs du département).

Âge moyen du chef d'exploitation aveyronnais : 46 ans.

Principale caractéristique : l'élevage (72,58% des comptes provisoires 2005 de l'agriculture) avec la viande bovine (30,54%), le lait de vache (11,28%), la viande ovine (11,67%), les autres laits (brebis et chèvre : 13,75%), les porcs (3,97%)... Les productions végétales représentent 22,40%.



interview

Antoine Raymon

Président de la commission agricole,
conseiller général de Saint-Chély d'Aubrac

Grand A : Comment peut-on résumer l'évolution de l'agriculture au cours des deux décennies écoulées ?

Antoine Raymon : Voilà une vingtaine d'années, l'agriculture est entrée dans une mobilité continue. On va de règlement en règlement de la P.A.C. (politique agricole commune). Il y a eu une baisse considérable du nombre d'agriculteurs. Mais on voit s'ouvrir une nouvelle période d'évolution. Désormais, avec ce que l'on appelle le "découplage", les agriculteurs obtiennent des revenus à partir de leur production alors que leurs aides ne sont plus attachées à celle-ci. Cela relève d'un réalisme économique que l'on avait perdu. Autrement dit, il faut savoir produire ce qui est recherché et non ce qui est soutenu. On a eu une politique de guichet, c'est-à-dire avec des gens qui sollicitaient des aides. Aujourd'hui, il faut présenter de vrais projets, innovants, mettant en valeur les produits, le territoire, générateurs de ressources, de plus-value ... On est maintenant très exigeant quant au bon usage de l'argent public.

Grand A : Le rôle de l'agriculteur n'a-t-il pas également évolué ?

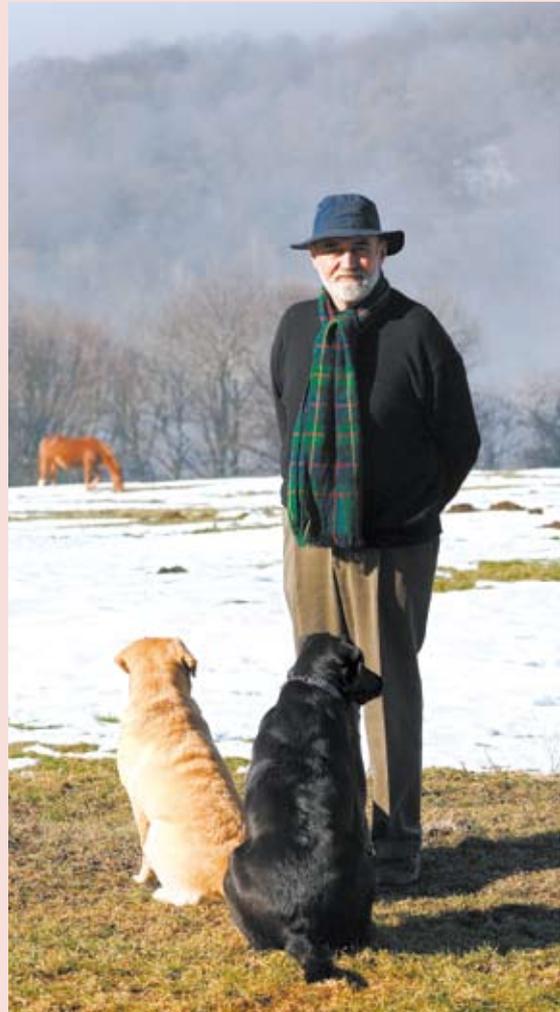
A.R. : La France est un pays jardiné et l'agriculteur en est, de fait, le jardinier. Mais jusqu'à

présent, l'agriculteur n'était pas rémunéré pour cela. Aujourd'hui, la société lui réclame de jouer ce rôle, aussi l'agriculteur demande-t-il d'être rémunéré pour cela. Cela s'inscrit dans la politique agri-environnementale que l'Europe est en train de mettre en place : on ne parle plus seulement de productions mais aussi de gestion de l'espace.

Grand A : Comment l'Aveyron peut-il occuper toute la place qui lui revient en matière d'agriculture ?

A.R. : L'Aveyron, pays de terroirs aux productions typiques, doit différencier ses productions, occuper le marché, qu'il soit de niche ou pas. Il faut avoir une spécificité, que ce que vous faites, un autre ne puisse pas le faire. De plus, il faut faire valoir cette différence qui doit trouver son client. Ensuite, il faut être capable d'homogénéité, de régularité. Il y a également à reconquérir des marchés de proximité tel le marché toulousain.

Grand A : Ne vous semble-t-il pas que l'agriculture, pour



bon nombre de Français notamment, est un secteur totalement méconnu voire inconnu ?

A.R. : L'agriculture reste l'un des fondements de l'activité humaine mais on l'oublie pour cause de politique de ventre plein. Il y a un avenir vrai et fort pour les produits agricoles, pour l'exportation. Mais attention : chaque fois qu'on perd une partie du sol pour la production, on ne la reprend pas.

Aveyron labo

À la pointe de la technique et de l'efficacité

Coliformes, listeria, salmonelles, pesticides, métaux lourds, encéphalite spongiforme bovine, tremblante des ovins et des caprins, douve, brucellose, visna Maedi, leucose... Ce sont là quelques exemples des recherches qu'Aveyron labo peut effectuer dans les deux grands secteurs dans lesquels il intervient : la santé animale, l'agro-alimentaire et l'environnement.

Délégation de service public

Société d'économie mixte locale depuis le 1^{er} janvier 2006 dont l'actionnaire majoritaire est le Conseil général (les autres partenaires étant des banques, la chambre d'agriculture, les organismes de défense sanitaire...), Aveyron Labo, SEM locale, a succédé au laboratoire départemental d'analyses qui avait été créé en 1989, après séparation d'avec la direction

services vétérinaires. En 1967 déjà, le Conseil général avait financé la reconstruction du laboratoire des services vétérinaires afin d'offrir un appui technique plus important à l'agriculture aveyronnaise.

Au fil des ans, le volume de travail et l'éventail des activités se sont élargis.

"Principe de précaution aidant, souligne Antoine Raymon, PDG d'Aveyron Labo, les examens des animaux domestiques d'élevage se sont multipliés".

Idem dans le domaine environnemental. Il est inconcevable aujourd'hui que l'eau du robinet que nous buvons ou celle des piscines publiques ne soient parfaitement conformes aux normes imposées. De plus, les entreprises agro-alimentaires par exemple ont besoin de certitudes quant à la qualité des produits qu'elles mettent sur le marché et ceci en un délai souvent très court.

"Aveyron labo, résume Daniel Gueldry, directeur, est tourné vers la santé publique".

Le premier pour le plan tremblante

Aveyron Labo, par délégation de service public, a pour missions la protection de la santé animale et humaine, l'aide au diagnostic dans le cas de maladies, le suivi hygiénique et technologique des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale, le suivi de la qualité des eaux de consommation, de loisirs, issues des résidus d'épuration...

Ses clients sont aussi bien l'État (à travers directions des services vétérinaires, de l'action sanitaire et sociale...) que des agriculteurs, des vétérinaires, des PME, des mairies, des syndicats des eaux...





Aveyron labo dispose de matériel d'un très haut niveau technique qui rend notamment possible la recherche à l'état de traces (de l'ordre de 10 puissance -12 gramme) de résidus médicamenteux, hormonaux, de métaux... Des seuils définis non seulement par la France mais aussi par l'Europe.

Engagé depuis 1993 dans une démarche de qualité extrêmement exigeante, Aveyron Labo dispose d'agrément des ministères de l'agriculture, de la santé, de l'écologie et du développement durable, de la consommation et de la répression des fraudes, ceci grâce à des accréditations dont le bien fondé est vérifié tous les quinze mois. Ce très haut niveau de compétence est possible grâce à une équipe de quelque 80 personnes très impliquées dans la bonne marche du laboratoire et du matériel à la pointe de la technique.

L'efficacité et la fiabilité du travail effectué par Aveyron labo suppose des équipes fortement concernées par l'évolution de ce très bel outil départemental. Ainsi, lorsqu'il s'est agi de relever le défi du "plan tremblante" – analyser tous les ovins de plus de 18 mois passant par un abattoir –, les salariés ont accepté de travailler jusque

fort tard dans la nuit afin de pouvoir livrer les résultats le plus rapidement possible. Prélèvements sur le lieu d'abattage, protocole très rigoureux à respecter, convention avec l'État... Aveyron labo fut le premier laboratoire de France à mettre en pratique le plan tremblante. Cela a bien sûr généré activité et ressources supplémentaires mais n'a été possible que grâce à la mobilisation de tous.

"Cela a démontré, remarque Antoine Raymon, la capacité de réaction et d'action du laboratoire. Aveyron Labo participe ainsi au maintien du très haut niveau de la santé du cheptel aveyronnais. Face à des pays exportateurs de viande à prix très inférieurs aux nôtres, c'est un argument de poids". ■



“www.tousenaveyron.com”
**On ira tous
en Aveyron**

La communication nationale de l'Aveyron à la télévision, financée par le Conseil général et réalisée par l'Agence Business, diffusée du 23 décembre 2006 au 6 janvier 2007, est un succès. C'est tout le département qui en bénéficie.

“On ira tous en Aveyron” : ce fut l'air à la mode de la période de Noël...

La campagne de communication nationale sur le département a généré plus de 48 000 contacts sur le site Internet “www.tousenaveyron.com” à la date du 31 janvier 2007.

Elle a été appréciée par les Français et appréciée par les Aveyronnais. Sa perception se situe, à tous les niveaux, au dessus des normes IFOP.

De très nombreux témoignages recueillis par les services chargés

du suivi de l'opération (Aveyron Expansion, Comité départemental du tourisme et Cellule “Vivre et travailler en Aveyron”) ainsi que par l'ensemble des partenaires de la campagne en sont l'expression enthousiaste.

“On ira tous en Aveyron” est devenu en quelques jours l'air à la mode.

Un mois après la fin de cette action de promotion du département, les premiers bilans établis par un organisme indépendant, l'IFOP, apportent la preuve de cette réussite.

Une notoriété renforcée

Ainsi, sur la base d'une enquête avant et après la campagne, l'IFOP a pu mesurer la progression de l'attractivité spontanée du département.

À la mi-janvier 2007, l'Aveyron se classe à la 19^e place des départements français les plus connus.

Il était 26^e avant le 23 décembre dernier.

L'Aveyron se situe désormais dans le peloton de tête des départements

français. Il est leader des départements de Midi-Pyrénées et, (Paris excepté) dans le quatuor gagnant des départements sans littoral. L'Aveyron se retrouve ainsi en très bonne compagnie dans ce groupe : avec la Haute-Savoie et à égalité ou à une place de terroirs de référence comme les Alpes-de-Haute-Provence ou l'Ardèche.

Il devance même à cette date certains départements littoraux comme la Loire Atlantique ou le Calvados et des "poids lourds" de la notoriété comme la Savoie, la Dordogne, les Hautes Alpes ou la Drome.

Des envies et des projets

Le deuxième enseignement de ce premier bilan d'étape est la qualité des relations générées par cette campagne.

Les motivations des internautes (qualité de vie, sécurité, emploi...) se retrouvent précisées dans les contacts avec Aveyron Expansion et la cellule "Vivre et travailler en Aveyron".

La campagne a donné des envies et ceci plus particulièrement aux habitants d'Île-de-France, du Nord et de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui plébiscitent l'Aveyron.

Le secteur du tourisme en bénéficie. Le volume d'affaire de la centrale de réservation ART est en progression de près de 14% à la fin du mois de janvier.

La campagne révèle également des projets : 170 projets d'entreprises ont été enregistrés et formalisés par Aveyron Expansion dans tous les secteurs d'activités (industrie, artisanat, commerce). 86 dossiers sont en cours d'instruction.

Car le suivi et le partenariat demeurent des éléments essentiels de cette opération.

Ceci est bien entendu vrai aussi pour les dossiers pris en compte par la cellule "Vivre et travailler en Aveyron". Cette structure enregistre près de 650 inscriptions qui sont autant de projets pour des personnes dont la moyenne d'âge est de 37 ans, de formation supérieure et qui souhaitent venir dans le département en investissant les secteurs qui pourraient leur offrir l'emploi dont ils rêvent ou qui est à leur disposition : la santé et le social, le commerce, la construction et le BTP...

"Le retour sur investissement de cette campagne de communication est d'ores et déjà très clair. C'est l'Aveyron tout entier qui en bénéficie et qui en sort gagnant", a indiqué Jean Puech lors d'un point presse le 9 février à Rodez en présence des présidents des chambres d'agriculture (Jean Laurens), de commerce et d'industrie de Rodez (Michel Tournier) et des métiers et de l'artisanat (Daniel Druilhet). Ces responsables ont souligné l'importance des retombées de la campagne sur tous les secteurs économiques.

Et maintenant ?

L'analyse des retombées de la campagne va maintenant être affinée avec l'ensemble des partenaires. Le suivi des dossiers est, dans cette démarche, la priorité.

Il faudra ensuite voir comment il est possible de prolonger cette opération de séduction de l'Aveyron.

Car, ainsi que le rappelle Jean Puech, "on ira tous en Aveyron" n'est pas "un coup" mais partie d'une démarche globale de promotion du département.

Dans le "top 20" des départements français

À l'issue de la campagne (mi-janvier 2007), la notoriété spontanée de l'Aveyron a été mesurée par l'IFOP. Cette étude a été réalisée auprès d'un échantillon national représentatif de 1062 personnes âgées de 15 ans et plus.

Un constat : l'attractivité de l'Aveyron a sensiblement progressé et le département se trouve à cette date en très bonne compagnie.

Voici le "top 20" des départements français :

- 1^{er} : Var
- 2^e : Bouches-du-Rhône
- 3^e : Alpes-Maritimes
- 4^e : Pyrénées-Atlantiques
- 5^e : Hérault
- 6^e : Paris
- 7^e : Pyrénées-Orientales
- 8^e : Corse-du-Sud
- 9^e : Vendée
- 10^e : Finistère
- 11^e : Haute-Corse
- 12^e : Côtes d'Armor
- 13^e : Haute-Savoie
- 14^e : Charente-Maritime
- 15^e : Gironde
- 16^e : Morbihan
- 17^e : Landes
- 18^e : Ardèche
- 19^e : ex-æquo Aveyron et Alpes-de-Haute-Provence.



SÉGALAS

NORD AVEYRON :
AUBRAC, VIADÈNE,
CARLADEZ ET VALLÉE
DU LOT

GRANDS CAUSSES

MONTS DU LÉZOU

ROUGIERS

MONTS DE LACAUNE

PETITS CAUSSES :
COMTAL ET
VILLEFRANCHOIS

Le CAUE et les entités paysagères de l'Aveyron

Après la plaquette, un CD-ROM

Le paysage est un thème de travail récurrent et quotidien pour le Conseil d'architecture d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) de l'Aveyron. Bientôt, il mettra à disposition des acteurs locaux un CD-ROM interactif.

En 1998, un document pédagogique à destination du milieu scolaire a été édité. Portant sur les paysages du département, sa diffusion sous forme d'une plaquette gratuite financée par le Conseil général, a été un outil précieux pour les collègues.

Cette plaquette a servi de base à un document plus complet.

Cette connaissance du territoire acquise par le CAUE méritait une diffusion pour un plus large public. Aujourd'hui en effet, la prise en compte du paysage est au centre des préoccupations d'un grand nombre d'acteurs du territoire (élus, habitants, administrations, techniciens de l'aménagement).

En juin prochain, la réalisation par le CAUE d'un CD-ROM interactif permettra à chacun de connaître, de comprendre et de s'approprier

les paysages qui l'entourent à partir de ses éléments naturels et humains (géologie, topographie, histoire urbaine et végétation) et d'amener tout porteur de projets prendre en compte les caractéristiques paysagères dans les futurs aménagements.

Sept entités

Les sept entités paysagères du département seront présentées.

Ainsi des paysages quotidiens des Ségalas, implantés directement sur les terrains anciens du Massif central, qui sont le socle géologique de l'Aveyron.

Le Nord Aveyron (Aubrac, Vallée du Lot, Viadène, Carladez) et les Grands Causses sont des paysages connus, inscrits dans la mémoire et l'iconographie. Les monts du Lézou, les monts de

Lacauune, les Rougiers de Marcillac et de Camarès, les Petits Causses (Comtal et Villefranchois) forment des entités paysagères réparties sur toute la surface du département. Ils font sa diversité.

Le paysage est le résultat de l'action de l'homme sur son environnement. Toute intervention humaine y laisse une trace profonde. Ce document se veut également un regard critique sur les évolutions et une interrogation sur les enjeux.

Face à une urbanisation croissante qui peut entraîner une forte banalisation des paysages, il est nécessaire d'apporter une réflexion plus approfondie dans la conception des nouveaux projets d'urbanisme et d'architecture. L'observation et la compréhension du lieu en sont les premiers éléments et le CAUE un outil efficace. ■

Le Centre départemental de documentation pédagogique

Acteur du système éducatif et du développement culturel

Le Centre départemental de documentation pédagogique (CDDP) de l'Aveyron assure des missions de service public auprès des établissements d'enseignement, des associations culturelles et éducatives, des particuliers (enseignants, étudiants...), des parents d'élèves...



La consultation en médiathèque ou par Internet, le prêt de quelque 8 000 supports pédagogiques (ouvrages, revues, CD, vidéocassettes, malles pédagogiques thématiques...), des formations personnalisées, du conseil et du soutien aux projets... À travers une gamme d'outils étendue le CDDP (antenne du Centre régional

de documentation pédagogique de Midi Pyrénées) joue un rôle essentiel au service de l'éducation comme du développement culturel.

Il est force de proposition en ce qui concerne tous les aspects du développement culturel et éducatif, dans une dynamique d'aménagement du territoire et d'égalité des chances.

Le Conseil général partenaire

“Les collectivités trouvent dans le CDDP de l'Aveyron un allié naturel dans leur réflexion sur la politique éducative... Les liens privilégiés avec l'inspecteur d'académie et ses services favorisent une mise en œuvre partenariale de la politique de l'État dans l'espace territorial des collectivités,



au plus près des préoccupations et des objectifs d'aménagement du territoire des élus”, explique le directeur, Christian Martel.

Quelques exemples de cette adaptation au terrain : la livraison des documents pour éviter des déplacements à Rodez (40 000 km par an pour assurer le portage), les interventions de l'équipe mobile d'animation et de liaison académique (ÉMALA) dans les écoles rurales, souvent en lien avec les collèges du secteur, et dans des domaines importants (les technologies de l'information et de la communication et les projets à caractère scientifique).

Ce sont autant de raisons qui font que le Conseil général est un partenaire attentif du CDDP, ainsi qu'a tenu à le souligner Simone Anglade, présidente de la commission de l'enseignement et de la formation, lors de sa visite du 29 janvier en présence notamment du directeur du centre régional de documentation pédagogique de Midi Pyrénées, Marc Blanchet.

Le Conseil général met à disposition du CDDP les locaux de la rue Sarrus à Rodez (qui ont fait l'objet d'aménagements). Il participe à son fonctionnement. ■



Christian Martel entouré des élus du Conseil général lors de la visite des travaux des locaux du CDDP.

CANTON DE SAINT-ROME-DE-TARN

Le village a retrouvé une boulangerie pâtisserie

Quand il s'agit d'offrir à une population rurale un service de proximité de qualité, volonté et persévérance sont deux armes qu'il vaut mieux savoir manier. Le combat de toute l'équipe municipale de Saint-Rome-de-Tarn aura duré deux ans et demi. Cette farouche détermination a été récompensée avec, fin décembre 2005, la réouverture de la seule boulangerie d'un bourg qui ne cesse de grandir (plus de 800 âmes aujourd'hui).

Et, cerise sur le gâteau, le défi de la reprise a été relevé par une famille aveyronnaise qui compte une sacrée expérience en boulangerie pâtisserie : "C'est notre troisième affaire après celles gérées en Bretagne et dans le Médoc", confirme Jean-Michel Cabarrot, le boulanger.

Son épouse, Marie-Annick, est en magasin et son frère, Jean-Marie, régale les clients avec ses pâtisseries : "Nous voulions trou-



Jean-Michel Cabarrot dans sa toute nouvelle boulangerie.

ver des gens motivés prêts à s'inscrire dans une démarche de qualité", avoue Marcel Calmels, le maire, avant de rappeler les investissements réalisés : "Nous avons rénové le rez-de-chaussée de l'ancienne mairie pour mettre à disposition des repreneurs un local répondant à toutes les normes en matière sanitaire et de sécurité. Les commerçants ont fait l'acquisition du matériel spécifique à leur activité". Pour cette action, la mairie a reçu des subventions de l'État, de la Région et du Conseil général à hauteur de 50% du montant de l'investissement. Le solde ayant fait l'objet d'un emprunt remboursé grâce aux annuités du bail commercial signé avec la famille Cabarrot.

Pour Alain Marc, conseiller général de Saint-Rome-de-Tarn, "des produits et un service de qualité, des habitants qui jouent le jeu du commerce local, tels sont les ingrédients de la réussite au bénéfice de tous". ■

CANTON DE SAINT-SERNIN-SUR-RANCE

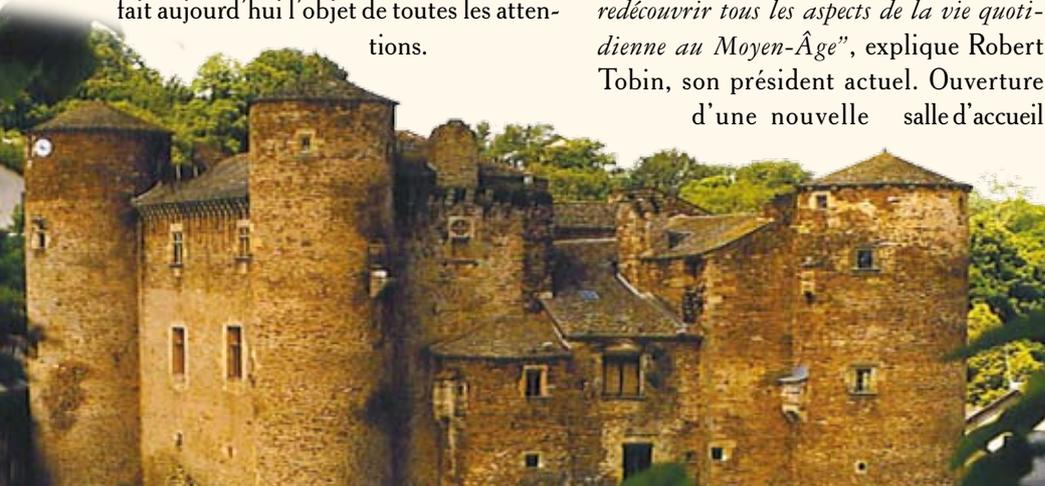
Le château de Coupiac peut compter sur ses Amis

Entre Coupiac et son château, l'histoire est déjà longue. Si le bâtiment actuel date du XV^e siècle, les premières traces d'un château remontent à l'an 800. Pas étonnant dans ces conditions que des liens forts se soient créés entre la population locale et cet édifice qui a vu passer bien des seigneurs. Racheté par la commune en 1981, le château fait aujourd'hui l'objet de toutes les attentions.

À l'initiative de Claude Boyer, aujourd'hui conseiller général, et d'Alain Roussel, une association, "Los amics del castel de Coupiac" est rapidement créée. Aujourd'hui forte de quelque 160 adhérents, elle fêtera, en 2007, ses 25 ans : "Sa vocation est de restaurer le château pour en faire un pilier de l'animation de tout un territoire et pour faire redécouvrir tous les aspects de la vie quotidienne au Moyen-Âge", explique Robert Tobin, son président actuel. Ouverture d'une nouvelle salle d'accueil

dans l'ancien cellier, réfection de l'accès au château... de nombreux travaux ont déjà été menés à bien pour le plus grand plaisir des visiteurs qui sont invités à des séances de calligraphie, broderie, musique ou autre cuisine médiévale.

Sans oublier le festival "Contes de pays en occitan" qui anime, en juillet et août, les villages alentours : "La moitié du château est aujourd'hui restaurée. L'objectif est d'achever la rénovation d'ici 2 à 3 ans. Toujours grâce à la commune, mais aussi avec les subventions du Conseil général, de la Région et du Parc naturel régional des Grands Causses", conclut Robert Tobin. Pour Claude Boyer, "le château, le musée de la marionnette et sa collection mondiale unique et le musée du bois sont un atout indéniable pour le développement touristique du canton. Un patrimoine à préserver qu'il convient de faire vivre. Voilà une activité économique qui ne délocalisera pas". ■



CANTON DE LA SALVETAT-PEYRALÈS

Castelmary à fond derrière sa troupe théâtrale

Castelmary, sa vallée profonde qui sert de lit au Lézert, ses vestiges du château moyenâgeux, sa grosse centaine d'habitants et, depuis plusieurs mois maintenant, ... sa troupe de théâtre. Une troupe sans nom mais pas sans projet. À l'initiative d'Ineke, une passionnée d'art théâtral et de music-hall, l'idée de monter une troupe de théâtre a fait son chemin. Et voilà comment, Yves, Anne, Mylène, Paul, Isabelle, Catherine et Marion, étudiants, agriculteurs et autres retraités, sans oublier les enfants, Justine, Aurélie et Marine, tous bénévoles habitant la commune, se retrouvent sur les planches, une fois par semaine : "Pour l'instant, ces artistes amateurs en sont au stade des répétitions qui ont lieu tous les samedis après-midi. Mais tout devra être prêt pour la représentation prévue pour la fête de Laverné", précise Dominique Déléris, présidente d'un comité des fêtes qui a soutenu ce projet pour le moins original en milieu rural. Et voilà comment, "Le

malade imaginaire", la pièce choisie par la petite troupe, lancera, le vendredi 1^{er} juin, les festivités 2007 du petit hameau : "Après le diaporama sur le Viaur en 2005, et le film de René Duranton l'an dernier, nous avons voulu innover", poursuit Dominique Déléris. Il faut dire que le projet suscite un réel engouement du côté de Castelmary. De quoi donner du courage à ces amateurs qui doivent relever un autre défi, celui de boucler le financement : "Les costumes, l'éclairage, les maquillages..., tout cela coûte cher". Pour André At, conseiller général de La Salvetat-Peyralès, "Castelmary est à l'image de l'Aveyron. Un village où se mêlent des exploitations agricoles dynamiques, des paysages enrichis d'un patrimoine préservé, et, surtout, des habitants qui ont des idées et portent des projets d'animation qui sortent des sentiers battus. Des gens fiers de leurs racines, qui veulent faire vivre leur territoire et qu'il convient donc de mettre en avant". ■



La troupe en pleine répétition.

CANTON DE BARAQUEVILLE - SAUVETERRE

Les débuts prometteurs de la société Delphis

En 2005, deux transporteurs aveyronnais, Cransac et Portal, se sont associés pour créer CP Logistique, une plate-forme de stockage sur la zone de Marengo. Depuis le printemps dernier, CP Logistique abrite dans ses murs Delphis, une nouvelle société de routage, de conditionnement et d'impression. À sa tête, une jeune aveyronnaise, Sandrine Boutonnet, énumère les activités : "Montage de chemises avec insertion de documents, fabrication de réglottes, mise sous pli affranchissement, stockage, conditionnements divers, préparation de commandes, expédition, impression numérique de dossiers..." Elle ajoute : "Les tâches sont quasiment toutes manuelles, et le recrutement, exclusivement local, fluctue en fonction des commandes." L'association Point Relais Emploi du Pays Baraquevillois sélectionne pour elle la main d'œuvre ponctuelle. Et le jeune chef d'entreprise de poursuivre : "Aujourd'hui le marché de Delphis est à 99% national avec



Sandrine Boutonnet, une jeune entrepreneuse pleine d'avenir.

des clients comme Sodexho, Renault Monde, de grands laboratoires pharmaceutiques ou les Restos du Cœur. En 2007, nous avons signé un accord avec un éditeur parisien pour la réalisation de 6000 colis/mois à envoyer aux collègues, lycées, et facultés au plan national". Les débuts de Delphis dépassent les prévisions les plus optimistes. Pour épauler son assistant logistique Christophe Rouquette, Sandrine Boutonnet parle d'embaucher deux nouveaux collaborateurs, un

responsable pour la gestion de la production et un agent de production. Jean-Louis Calviac, conseiller général de Baraqueville - Sauveterre, voit dans l'implantation de cette société innovante et créatrice d'emplois "une chance pour le canton. L'installation des sociétés CP Logistique et Delphis préfigure l'arrivée de nouvelles entreprises sur notre territoire, attirées par la création de la RN 88 à 2x2 voies". ■

EXPRESSION des groupes politiques

On ira tous en Aveyron !

N'en déplaise aux esprits chagrins, l'Aveyron a tenu la vedette médiatique pendant les fêtes de fin d'année. Nous sommes désolé pour ceux qui ont choisi comme ligne politique de ne s'en tenir qu'à ce qui ne va pas ; voire même à anticiper des échecs qui serviraient leur cause. En finançant trois spots TV, le Conseil Général de l'Aveyron a souhaité promouvoir son territoire, ses atouts, son attractivité. Il a souhaité encourager l'accueil de nouveaux Aveyronnais et favoriser son développement économique.

Cette campagne est un réel succès : l'Aveyron est passé de la 26^e à la 19^e place des départements français les plus connus. Le site internet "tousenaveyron.com", créé pour cette campagne a reçu plus de 48 000 contacts au 31/01/07.

Les réservations touristiques auprès de la centrale ART sont en hausse de 14%, à la même date. 170 projets d'entreprises ont été enregistrés et formalisés par Aveyron Expansion dans tous les secteurs d'activités. 86 dossiers sont d'ores et déjà en cours d'instruction.

Et il ne s'agit là que d'un premier bilan d'étape.

Nous restons persuadés qu'une communication originale et professionnelle est un atout de poids pour toute entreprise. Pourquoi en serait-il autrement pour notre collectivité ?

L'Aveyron possède, nous le savons tous, de nombreux atouts. Pourquoi faudrait-il les taire ? Bien au contraire nous entendons défendre au mieux l'Aveyron pour l'imposer face à la concurrence territoriale.

En 10 ans, l'Aveyron a accueilli 35 000 nouveaux arrivants. Plus de 8 000 emplois ont été créés ces dernières années. L'ouverture des territoires aveyronnais s'est accélérée, notamment avec l'achèvement de l'autoroute A 75 et du plus haut viaduc du monde, le viaduc de Millau. Avec un taux de chômage parmi les plus bas de France (- de 6%), une qualité de vie reconnue, l'Aveyron offre en plus de nombreuses possibilités d'emploi et de création d'activités.

Cette renaissance, nous l'accompagnons par une politique concrète et solidaire, sans laisser quiconque au bord du chemin. Loin des rodomontades ou des attaques personnelles, nous pensons que le développement de l'Aveyron passe par la réunion de tous les aveyronnais afin de défendre les dossiers structurants de notre département.

Brèves :

L'Aveyron seul département financeur de Midi-Pyrénées du Pôle de compétitivité Aerospace Vallée.

Le Pôle Aerospace Vallée est une composante essentielle en matière à la fois de développement économique et d'aménagement du territoire régional. Le 22/01/ 2007 s'est tenue à la Préfecture de Région une réunion pour faire le bilan des financements publics des projets de Recherche et Développement. Le département de l'Aveyron était le seul de Midi-Pyrénées à avoir soutenu financièrement un projet, celui porté par Forest-Liné.

Alors qu'au niveau national, sur l'ensemble des pôles, pour 10 € apporté par l'État, les collectivités territoriales en apportent 5,2, sur Aerospace Vallée, pour 10 € de l'État, les collectivités locales en apportent seulement 2,1. Les donneurs de leçons ont visiblement du mal à passer de la théorie au concret.

Une tribune plus représentative

Vous avez pu constater que cette tribune est désormais plus longue que par le passé. Notre assemblée a modifié son règlement intérieur afin que l'espace attribué aux groupes politiques du Conseil Général soit calculé proportionnellement à leur représentation démocratique, comme c'est le cas au Conseil Régional de Midi-Pyrénées.

Groupe de la majorité départementale - 5, Bd Laromiguière 12000 Rodez Tél. 0565730746 – Fax. 0565730749 – Courriel : union.aveyron@wanadoo.fr

La démocratie de moins en moins présente au Conseil Général

La place accordée à l'expression de la démocratie se réduit comme peau de chagrin au Conseil Général. Le groupe socialiste et républicain représente la moitié des Aveyronnais à l'assemblée départementale. Nous n'avons plus droit qu'à un tiers de page dans le magazine du Département Grand A.

À Espalion, Bozouls, Entraygues, Laguiole, Laissac ou Sainte Geneviève, les Conseillers généraux UMP parlent d'humanisme, de respect des hommes mais à Rodez ils votent la restriction des droits de l'opposition.

Dans le Tam, le Conseil général PS accorde quatre fois plus d'espace à son opposition UMP pour qu'elle puisse s'exprimer.

En Aveyron, après les pressions téléphoniques pour que nous taisions nos arguments contre le Musée de la Châtaigne à Rignac (1 M €), les menaces d'exclusion de nos locaux (9 m² pour 13 conseillers Généraux), après le non respect de notre droit légal d'expression dans trois publications récentes du Conseil Général et la censure de l'article intitulé "La politique est-elle une histoire de familles ?", cela commence à faire beaucoup.

Pourquoi les conseillers généraux UMP craignent-ils autant quelques arguments exposés sur une banale page bleue ?

Il est regrettable qu'ils ne voient pas que de plus en plus d'Aveyronnais sont pleinement conscients des dérives tant du point de vue de la démocratie que des gaspillages financiers au Conseil Général.

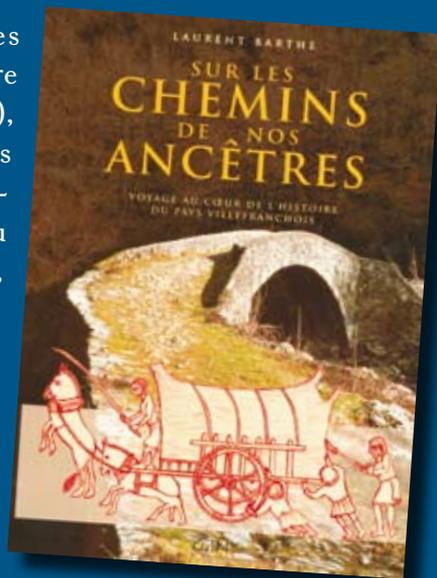
Stéphane BULTEL, Conseiller Général de l'Aveyron (Rodez-Est)

Un voyage au cœur de l'histoire du Pays Villefranchois

“Sur les chemins de nos ancêtres”, un livre signé Laurent Barthe

Fruit de plusieurs décennies d'une enquête minutieuse, ce livre (232 pages, 350 illustrations, 35 €), emmène le lecteur sur les grands chemins autour de Villefranche-de-Rouergue, de Rignac au Quercy et du Lot au Viaur. Chemins de pèlerinage, chemins miniers, drayes de transhumance... l'occasion de glaner de précieux indices sur les équipements (ponts, auberges, péages) et les empreintes des circulations majeures (commerces, activités minières, religion, justice...).

L'histoire des grands chemins inaugure une nouvelle approche de l'histoire régionale qui, à l'occasion de randonnées, permettra de redécouvrir des secrets oubliés du paysage.



➤ **Contact : Laurent Barthe, 16 rue de la République, 12200 Villefranche-de-Rouergue ; tél. 05 65 45 03 18**

Rugby, gymnastique, tennis de table, karaté...

Les challenges du Conseil général

Quatre challenges du Conseil général seront organisés en avril. Les 14 et 15 avril à Flavin, ce sont les jeunes gymnastes qui donneront le ton. Le dimanche 22 avril après-midi, ce sont les pongistes de moins de 17 ans (primaires d'un côté, collégiens et lycéens de l'autre), qui se retrouveront au gymnase Kervallon de Marcillac pour un tournoi individuel. Le samedi 28,



c'est le stade Camille-Guibert à Decazeville qui accueillera quelque 600 jeunes rugbymen, venus de huit clubs aveyronnais et de deux clubs lozériens. Tous les clubs participants repartiront avec des ballons offerts par le Conseil général. Une surprise attend même les meilleurs rugbymen. On parle ainsi d'une centaine de places pour aller voir un match de la coupe du Monde au Stadium de Toulouse. Le 29 avril enfin, c'est à Olemps que sera organisé le challenge karaté qui devrait réunir quelque 200 compétiteurs, débutants ou gradés, venus d'une dizaine de clubs, pour une journée de masse et de démonstrations.

Au Centre européen d'art et de civilisation médiévale de Conques

Ateliers des chorales de collèges

Du 15 au 17 mars au Centre européen, les ateliers des chorales des collèges de Rieupeyroux, Rignac et Baraqueville préparent le projet “Chanter à Conques” dont le spectacle aura lieu le 17 mars à 20 h 30. Toujours à Conques, le hall d'accueil du centre européen accueille, jusqu'à la fin du mois de mars, une exposition de photographies en noir et blanc que l'on doit à l'artiste ruthénois Jean Cazelles. Une expo itinérante, intitulée “Conques ostensions entre ombre et lumière”, et que l'on retrouvera plus tard tout au long des chemins de Saint-Jacques-de-Compostelle.

À l'Espace Raymond-Lacombe de Baraqueville

Vaches laitières et bœufs de Pâques à l'honneur

Les 16 et 17 mars, Baraqueville accueille le Top 100 des vaches laitières des régions Auvergne et Midi-Pyrénées. Cette exposition concours, qui vise à améliorer le cheptel et la génétique, est organisée pour la première fois en Aveyron. Une semaine après, les 23 et 24 mars, c'est le traditionnel concours national des bœufs de Pâques qui prendra le relais.

Aux Éditions du
Rouergue

“La Maison sur la place”, de Roger Béteille



Quittant, le temps de ce roman, les champs et la vie paysanne, auxquels il s'était encore attaché dans “La Chambre d'en haut” (mars 2006), l'Aveyronnais Roger Béteille offre ici l'étonnant tableau d'une société en plein bouleversement, dans les années 1930-1940, dans la province française. Une province dans laquelle se développe une saga familiale – celle des “de Sérennac” – dont tous les ressorts sont tendus avec le sens de l'intrigue et des personnages forts, qui séduisent les lecteurs.

“La Maison sur la place”, 320 pages, 17 €, aux Éditions du Rouergue



Les 31 mars et 1^{er} avril

Le Roc Laissagais s'internationalise

Pour la première fois depuis sa déjà longue histoire, les courses du Roc Laissagais passeront sous label de l'Union cycliste internationale. Cette 16^e édition accueillera ainsi les équipes nationales belge et espagnole ainsi que les meilleurs formations françaises à l'occasion d'un cross country qui se disputera sur une boucle (2 courses de ce type en France, 5 dans le monde).

Le MTB Tour, niveau challenge national, devrait quant à lui faire se mesurer quelque 1 500 vététistes pour ce qui reste une grande fête de la discipline. Des moniteurs feront passer des rockets et des duels “slalom en descente” seront organisés.

➤ **Inscriptions auprès de Pierre Boyer au 05 65 48 50 30 ou sur le site www.roclaissagais.com**

Retrouvez toute l'actualité
du département sur le :
www.cg12.fr

N° I.S.S.N. 1156-5527

Édité par le Conseil Général, Service Communication

Directeur de publication : R. Bécouze

Maquette : ARC EN CIEL

Rédaction : Cyrille Costes - Catherine Samson

Crédits photos : Conseil Général de l'Aveyron
180° d'images, Gilles Tordjeman

Impression : Burlat Impression - Rodez

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2001

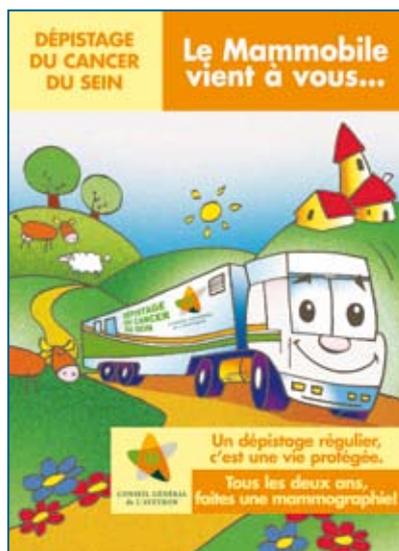
Diffusion : 123 000 ex.

Conseil général de l'Aveyron

Hôtel du Département

BP 724 - 12007 RODEZ Cedex

Tél. : 05 65 75 80 70 - Internet : www.cg12.fr



Le Mammobile sera dans le canton

- de **Rieupeyroux**
du **2 au 12 Mars**
- de **Réquista**
du **15 au 19 Mars**
(stationnement supplémentaire)
- de **Marcillac**
du **23 au 30 Mars**
du **16 au 25 Avril**
- **pour prendre rendez-vous :**
05 65 73 30 35 (service mammobile)